

## ORATEURS ET ORATRICES DE LA CONFÉRENCE

### *Hôtes et dignitaires de la conférence*

#### **Martin CANDINAS**

*Président du Conseil national du Parlement suisse*



**Martin Candinas** est le Président du Conseil national du Parlement suisse pour 2022/2023. En tant que représentant du canton des Grisons, les préoccupations des régions de montagne et du tourisme intéressent particulièrement M. Candinas. Au Conseil national (membre depuis 2011 pour le Parti du centre), il est membre de la Commission des transports et des télécommunications et de la Commission de la politique de sécurité. En outre, les thèmes de la famille et de la politique de protection sociale revêtent une importance particulière pour M. Candinas, et il s'engage à mener une politique climatique et énergétique tournée vers l'avenir.

#### **Tiny KOX**

*Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)*



**Tiny Kox** est l'actuel président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), élu en janvier 2022.

Il a obtenu un diplôme de droit à l'université de Tilburg et a travaillé au centre juridique de Tilburg jusqu'à son élection au conseil municipal de Tilburg en 1982. Il a été chef du groupe local du parti socialiste (SP) au conseil jusqu'en 1999. Il a également été secrétaire général du PS entre 1993 et 2003.

M. Kox a été élu au Sénat néerlandais en 2003 et est depuis lors chef du parti socialiste au Sénat. Il est membre de la délégation néerlandaise à l'APCE depuis 2003 et a occupé les fonctions de Vice-Président de l'Assemblée, Rapporteur Général sur le budget et le programme des affaires intergouvernementales et Président du groupe politique de la Gauche unitaire européenne.

## **Bjørn BERGE**

*Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe*



**Bjørn Berge** est Secrétaire général adjoint du Conseil de l'Europe depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Ses priorités consistent à élaborer le programme et le budget, tout en veillant à ce que les activités de l'Organisation aient un impact maximal sur la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit. Il supervise également la politique du personnel du Conseil de l'Europe, ainsi que d'autres domaines clés du travail de l'Organisation.

Avant de prendre ses fonctions, M. Berge a été pendant quatre ans Directeur Général et Secrétaire du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe. Entre 2009 et 2017, il a été Directeur du Cabinet du Secrétaire Général et Secrétaire Général adjoint, contribuant à la préparation, à la coordination et à la mise en œuvre d'un certain nombre de réformes globales de l'Organisation.

Ancien diplomate norvégien, il a été conseiller international du Premier ministre et Directeur adjoint du Cabinet du Ministre des affaires étrangères, chargé de toutes les questions liées au Parlement.

M. Berge est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la Paul Nitze School of Advanced International Studies (SAIS), Johns Hopkins University, Washington D.C., États-Unis.

## **Livia LEU**

*Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Suisse*



**Livia Leu** est entrée au Département fédéral des Affaires étrangères (DFAE) en 1989. Elle a ensuite occupé divers postes, notamment à la Division des organisations internationales, à la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à New York, à l'Ambassade de Suisse au Caire, à la Division des Amériques et à la Division Afrique/Moyen-Orient, qu'elle a dirigées en tant qu'Ambassadrice. De 2009 à 2013, elle a dirigé l'ambassade de Suisse à Téhéran. En août 2013, elle a pris ses fonctions de déléguée du Conseil fédéral aux accords commerciaux et de cheffe des relations économiques bilatérales au Secrétariat d'État à l'économie (SECO) à Berne. De 2018 à octobre 2020, Livia Leu a été Ambassadrice de Suisse en France et à Monaco. En octobre 2020, le Conseil fédéral l'a nommée secrétaire d'État du DFAE et négociatrice en chef avec l'Union européenne.

Mme Leu est titulaire d'une licence en droit et a été admise au barreau du canton de Zurich.

## Claire BAZY MALAURIE

*Présidente de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe*



**Claire Bazy Malaurie** est membre du Conseil constitutionnel français depuis 2010. En 2022, elle a été élue présidente de la Commission de Venise, dont elle est membre depuis 2014.

Diplômée de l'École nationale d'administration (1978-1980), Mme Bazy Malaurie a occupé diverses fonctions au sein de l'administration française, de premier auditeur de la Cour des comptes (1990-1994) à Directrice des hôpitaux au ministère français de la santé et des affaires sociales (1995-1998). Elle a été membre de la Commission pour l'indemnisation des victimes de spoliations intervenues du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation (1999-2002), Présidente du conseil d'administration de l'Institut régional d'administration (IRA) de Metz (2001-2008) et Présidente du comité de suivi des lois relatives aux droits et responsabilités des universités (2008-2010). Elle a été décorée de l'ordre d'*Officier de la Légion d'honneur* (2009) et d'*Officier de l'Ordre national du Mérite* (2005).

## Leendert VERBEEK

*Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe*



**Leendert Verbeek** est un homme politique néerlandais qui occupe le poste de commissaire du roi de Flevoland depuis 2008. En 2021, il a été élu Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe.

M. Verbeek a fréquenté l'Académie du travail éducatif à Baam et a commencé sa carrière comme animateur de jeunesse à Leyde. Dix ans plus tard, M. Verbeek a commencé sa carrière politique par le biais d'institutions politiques. Il finit par devenir échevin à Houten (1989-96).

Membre du parti travailliste (PvdA), il a exercé les fonctions de Major de Purmerend de 2003 à 2008.

En novembre 2008, M. Verbeek a été nommé Commissaire de la Reine (en 2013, le titre a été changé en commissaire du Roi) pour la province de Flevoland.

## Président de la conférence

### Damien COTTIER

*Président de la délégation suisse à l'APCE, Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*



Depuis 2019, **Damien Cottier** est membre du Conseil national suisse. En 2022, il est élu président du Groupe parlementaire libéral-radical (PLR). A ce titre, il siège au Bureau du Conseil national. Il siège également à la Commission des institutions politiques. Par le passé, il a été membre du Grand Conseil (Parlement) de la République et du canton de Neuchâtel pendant plus de 10 ans et de deux Parlements communaux, dont l'un qu'il a présidé (Le Landeron, NE, 1998).

Depuis janvier 2020, M. Cottier représente également la Suisse à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Pour la période 2022-2023, il préside à la fois la délégation parlementaire suisse à Strasbourg et la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée. À ce titre, il est membre du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE.

M. Cottier a été pendant huit ans chef de cabinet et collaborateur personnel de l'ancien conseiller fédéral M. Didier Burkhalter, ministre fédéral de l'Intérieur (2009-2011) et ministre des Affaires étrangères (2012-2017). En 2014, il a assisté M. Burkhalter alors qu'il était simultanément Président de la Confédération suisse et Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

De 2018 à 2020, M. Cottier a exercé des fonctions diplomatiques à la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à Genève. En tant que chef de la section des affaires humanitaires, il était responsable des relations avec le CICR, le HCR, la FICR et l'OIM. Dans le passé, M. Cottier a également travaillé pour la Fédération des entreprises suisses (*economiesuisse*), le Parti libéral-radical et le Consulat général de Suisse à New York.

## *Modérateur de la conférence et Rapporteur général*

### **David EADES**

*Présentateur en chef, BBC/ Modérateur de la conférence*



Au cours des trois dernières décennies, **David Eades** a travaillé en tant que présentateur et diffuseur de première ligne pour la BBC. Il a été correspondant pour l'Europe, correspondant pour l'Irlande et correspondant principal pour les actualités sportives, couvrant des sujets aussi variés que le décès de la princesse Diana ou le processus de paix en Irlande du Nord, le lancement de l'euro et le Brexit.

En tant que présentateur, David s'est surtout concentré sur la télévision en direct, en assurant la couverture des élections dans de nombreux pays, et en présentant des émissions phares sur l'actualité et les affaires, ainsi que de nombreux autres débats et programmes.

David a également travaillé sur d'innombrables conférences, développant des connaissances spécialisées sur des questions telles que l'ingénierie, la durabilité et le climat, ainsi que la géopolitique. David parle couramment le français, ayant vécu en France et en Belgique, et l'allemand.

### **Rasťo KUŽEL**

*Directeur exécutif de MEMO 98 / Rapporteur général de la Conférence*



**Rasťo Kužel** est un expert des médias et des élections avec plus de 24 ans d'expérience internationale. Depuis 1998, il dirige MEMO 98, une organisation de surveillance des médias ayant une vaste expérience dans la fourniture d'analyses pour le compte d'institutions internationales, ainsi que d'une assistance technique à différents acteurs électoraux. Rasťo a travaillé en tant qu'analyste, consultant et formateur en médias et élections, participant à plusieurs missions et projets d'observation électorale. Au cours des six dernières années, Rasťo s'est concentré intensivement sur la question de la désinformation en ligne dans le contexte des élections, ainsi que sur le rôle des réseaux sociaux pendant les élections et les moyens de lutter contre leur impact négatif sur celles-ci.

Il a co-écrit le guide sur les réseaux sociaux, la désinformation et l'intégrité électorale ayant pour but d'aiguiller la Fondation internationale pour les systèmes électoraux dans ce domaine, ainsi que le guide de l'UNESCO/PNUD élections dans l'ère digitale publié par l'UNESCO, qui est un guide pratique axé sur l'Internet, les réseaux sociaux, la messagerie sociale et l'IA.

S'appuyant sur son expérience en matière de surveillance des médias, Rastó a rédigé une boîte à outils de surveillance des médias, qui a été élaborée dans le cadre du projet du Conseil de l'Europe "Soutien à la transparence, à l'inclusivité et à l'intégrité de la pratique électorale en Ukraine", mis en œuvre dans le cadre du plan d'action du Conseil de l'Europe pour l'Ukraine 2018-2022.

## SESSION 1 : Pandémie et scrutin - l'impact de Covid-19 sur les élections

### Damien COTTIER

*Président de la délégation suisse à l'APCE, Président de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme*

**PRÉSIDENT DE LA SESSION 1**



Depuis 2019, **Damien Cottier** est membre du Conseil national suisse. En 2022, il est élu Président du Groupe parlementaire libéral-radical (PLR). A ce titre, il siège au Bureau du Conseil national. Il siège également à la Commission des institutions politiques. Par le passé, il a été membre du Grand Conseil (Parlement) de la République et du canton de Neuchâtel pendant plus de 10 ans et de deux Parlements communaux, dont l'un qu'il a présidé (Le Landeron, NE, 1998).

Depuis janvier 2020, M. Cottier représente également la Suisse à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). Pour la période 2022-2023, il préside à la fois la délégation parlementaire suisse à Strasbourg et la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme de l'Assemblée. À ce titre, il est membre du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE.

M. Cottier a été pendant huit ans chef de cabinet et collaborateur personnel de l'ancien conseiller fédéral M. Didier Burkhalter, ministre fédéral de l'intérieur (2009-2011) et ministre des Affaires étrangères (2012-2017).

En 2014, il a assisté M. Burkhalter alors qu'il était simultanément Président de la Confédération suisse et Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

De 2018 à 2020, M. Cottier a exercé des fonctions diplomatiques à la Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies à Genève. En tant que chef de la section des affaires humanitaires, il était responsable des relations avec le CICR, le HCR, la FICR et l'OIM. Dans le passé, M. Cottier a également travaillé pour la Fédération des entreprises suisses (*economiesuisse*), le Parti libéral-radical et le Consulat général de Suisse à New York.

### Massimo TOMMASOLI

*Directeur des programmes mondiaux et observateur permanent d'International IDEA auprès des Nations unies.*



**Massimo Tommasoli** est un spécialiste des politiques qui possède une vaste expérience en matière de renforcement de la démocratie, de gouvernance démocratique, de développement social, d'évaluation et

d'efficacité de l'aide. Il est responsable du développement, de l'amélioration et du renforcement des partenariats stratégiques, de la défense des politiques et de la sensibilisation d'International IDEA à l'Assemblée générale des Nations unies et dans d'autres forums politiques multilatéraux, ainsi qu'avec des institutions de renforcement de la démocratie basées en Amérique du Nord (États-Unis et Canada).

M. Tommasoli est le directeur des opérations d'International IDEA à Stockholm. Il était auparavant chef de l'unité "Bonne gouvernance et prévention des conflits" à la direction de la coopération au développement de l'OCDE à Paris. Il a occupé des postes à la Direction Générale de la Coopération au Développement du ministère italien des Affaires étrangères à Rome et à l'UNESCO à Addis-Abeba.

Chercheur invité à l'université LUISS de Rome, il a donné des cours à la Colin Powell School pour le Leadership civique et mondial au City College de New York, à l'École des cadres du système des Nations Unies à Turin et dans diverses universités italiennes (Bergame, Chieti, Milan, Pise). Il a une expérience de terrain en Afrique subsaharienne (Éthiopie, Somalie, Tanzanie), en Amérique latine (Colombie) et dans la Fédération de Russie.

### **Eirik HOLMØYVIK**

*Professeur de droit constitutionnel à l'Université de Bergen, membre de la Commission de Venise*



**Eirik Holmøyvik** est professeur de droit constitutionnel à l'université de Bergen, en Norvège. Il est membre et membre suppléant de la Commission de Venise depuis 2016. Il a été Rapporteur de nombreux avis sur le droit électoral et a représenté la Commission dans des missions d'observation électorale de l'APCE. De 2017 à 2020, il a été membre de la commission juridique qui a rédigé un nouveau Code électoral pour la Norvège, y compris de nouvelles dispositions d'urgence dans la Constitution. En 2020, il a rédigé un avis d'expert pour le gouvernement norvégien sur la constitutionnalité du report ou de la prolongation des élections de 2021 en raison de la pandémie de Covid-19.

### **Alexandr BERLINSCHII**

*Secrétaire de la Commission électorale centrale de la République de Moldova*



**Alexandr Berlinschii** a été nommé membre de la Commission électorale centrale (CEC) de la République de Moldova et occupe le poste de Secrétaire de la CEC à partir de 2021. Auparavant, il a occupé le poste de Chef adjoint (de 2014 à 2016) et a dirigé la division de gestion des élections de la Commission électorale centrale de la République de Moldova de 2016 à 2021. Il a commencé son activité professionnelle dans le département de l'administration publique des municipalités.

M. Berlinschii est titulaire d'un diplôme en sciences politiques de l'université d'État de Moldova et d'une maîtrise en droit pénal de l'université internationale libre de Moldova. Il a également suivi des cours de formation dans le domaine de la sécurité et de la défense nationale à l'Académie militaire de Moldova.

## **Matteo MECACCI**

*Directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE*



**Matteo Mecacci** est directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE depuis décembre 2020.

Auparavant, il a été pendant sept ans Président de la Campagne internationale pour le Tibet. Il a dirigé la mission d'observation électorale de l'OSCE/BIDDH en Géorgie en 2013 et a été membre du Parlement italien, de la commission des Affaires étrangères et de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE de 2008 à 2013. De 2000 à 2008, il a été représentant auprès des Nations Unies à New York de "No Peace Without Justice" et du "Transnational Radical Party". Il est titulaire d'un doctorat en droit international de l'Université de Florence.

## **Roberto MONTELLA**

*Secrétaire général de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE*



**Roberto Montella** a pris ses fonctions de Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire OSCE en janvier 2016. Il a été réélu par le Comité permanent en 2019 pour un second mandat de cinq ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. Il a précédemment travaillé au Secrétariat international en tant que Directeur de l'Administration présidentielle. M. Montella a occupé des postes dans les missions de terrain de l'OSCE en

Bosnie-Herzégovine, au Kosovo<sup>1</sup>, et en Serbie-Monténégro, remplissant une série de fonctions de conseil, de consolidation de la paix et de gestion. Il a également été chef du bureau régional de l'OSCE en Serbie du Sud et chef du Centre européen pour les questions relatives aux minorités au Kosovo.

M. Montella a participé à des dizaines de missions d'observation électorale dans l'espace de l'OSCE et au Moyen-Orient, notamment en tant que coordinateur des observateurs électoraux à long terme pour le Centre Carter. Il a été conseiller politique d'un sénateur italien et d'un vice-président de l'APCE, entre autres fonctions consultatives. Il a également de l'expérience dans le domaine des campagnes électorales et des entreprises.

---

<sup>1</sup> Toute référence au Kosovo dans le présent texte, qu'il s'agisse de son territoire, de ses institutions ou de sa population, doit être entendue dans le plein respect de la Résolution 1244 du Conseil de sécurité de l'*Organisation* des Nations Unies, sans préjuger du statut du Kosovo.

## SESSION 2 : Le suffrage universel parmi la souffrance universelle - comment les catastrophes naturelles déforment les élections

### Despina CHATZIVASSILIOU-TSOVILIS

*Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)*

**PRÉSIDENT DE LA SESSION 2**



Au moment de son élection en janvier 2021, **Despina Chatzivassiliou-Tsovilis** avait déjà vingt-sept ans d'expérience professionnelle au Conseil de l'Europe. Elle a travaillé en étroite collaboration avec des dizaines de personnalités politiques de toute l'Europe et de tous horizons au sein de l'Assemblée parlementaire. Elle a notamment conseillé quatre Secrétaires Généraux de l'Assemblée, plusieurs Présidents d'Assemblée et de commission, et a dirigé pendant une douzaine d'années le Secrétariat de deux commissions parlementaires : la commission de suivi et la commission des questions politiques et de la démocratie.

Grâce à sa contribution à la mise en place de la procédure de suivi de l'APCE, elle a été choisie par la Direction de la planification stratégique (DSP) pour diriger une équipe et effectuer le travail de suivi du Comité des ministres d'une nouvelle manière. Sa thèse de doctorat en droit à l'Institut universitaire européen (IUE, Florence, Italie) porte sur la Convention européenne des droits de l'homme. Elle a commencé sa carrière au sein de l'Organisation à la Commission européenne des droits de l'homme.

### Erik ASPLUND

*Chargé de programme principal, International IDEA*



**Erik Asplund** est chargé de mission principal au sein du programme "Processus électoraux" d'International IDEA.

Erik est co-auteur de "Elections During Emergencies and Crises : Lessons for Electoral Integrity from the Covid-19 Pandemic" (2023) et point focal d'International IDEA sur les risques naturels et les élections. Il est actuellement Vice-Président du programme BRIDGE (Building Resources in Democracy, Governance and Elections). Depuis qu'il a rejoint International IDEA en 2009, Erik a travaillé directement avec plus d'une

vingtaine d'organismes de gestion des élections et d'organisations de la société civile en Afrique, en Asie-Pacifique, en Europe et en Amérique latine. Il est titulaire d'un master en études internationales du département de recherche sur la paix et les conflits de l'université d'Uppsala.

## **Bernd VÖHRINGER**

*Président de la Chambre des Pouvoirs Locaux du Congrès des Pouvoirs Locaux et Régionaux  
Maire de Sindelfingen, Baden-Wurtemberg*



**Bernd Vöhringer** est Maire de Sindelfingen, une ville de 65 000 habitants située dans le Bade-Wurtemberg, en Allemagne. Il a étudié l'économie à l'université de Hohenheim, à Stuttgart. En 2003, il a obtenu un doctorat sur les technologies de l'information et de la communication dans le cadre de la nouvelle gestion publique. De 1994 à 2000, il a été élu conseiller municipal de Sindelfingen. En 2001, il a été élu Lord Mayor, puis réélu en 2009 et en 2016.

M. Vöhringer est politiquement engagé dans les questions européennes et mondiales. Pendant de nombreuses années, il a été Président du Groupe PPE et chef de la délégation allemande au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. Depuis 2021, il est Président de la Chambre locale du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et Vice-président du Congrès.

## **Emre TOROS**

*Professeur de sciences politiques et doyen de la faculté de communication, Université de Hacettepe  
Chercheur Fulbright à l'université de Harvard*



**Emre Toros** est professeur de sciences politiques et doyen de la faculté de communication de l'Université Hacettepe d'Ankara, en Türkiye. Il a effectué ses études universitaires en Türkiye et à l'étranger, notamment au King's College de Londres et dans les universités de Malmö et de Stanford. Il étudie le comportement politique et s'intéresse principalement à la conception de la recherche sociale, y compris la collecte, le traitement, l'analyse et le compte rendu des données. Il est actuellement affilié au Centre d'études du

Moyen-Orient (CMES) de l'université de Harvard en tant que chercheur invité Fulbright. Le projet le plus récent du professeur Toros porte sur l'intégrité électorale en Türkiye. Dans ce projet, il tente de réutiliser la littérature sur l'intégrité électorale et de proposer un nouveau cadre de recherche et d'analyse, en offrant une théorie qui identifie les causes et les conséquences de l'intégrité et de la malversation électorales aux niveaux individuel et institutionnel.

## SESSION 3/ PANEL 1 : Maintien de l'intégrité des élections en période de crise sécuritaire majeure

### Pierre-Alain FRIDEZ

*Vice-Président de la Sous-commission des conflits concernant les Etats membres du Conseil de l'Europe de l'APCE  
PRESIDENT DE LA SESSION 3 PANEL 1*



**Pierre-Alain Fridez** est un médecin et homme politique suisse. Il a obtenu le diplôme fédéral de médecine en 1982 et a effectué une formation dans différents hôpitaux en Suisse romande.

Médecin généraliste à Fontenais depuis octobre 1988.

M. Fridez est membre du parti socialiste depuis 1996. Entre 1997 et 2008, il a été Maire de Fontenais. Membre du Parlement cantonal jurassien de 1998 à 2006, puis de 2010 à 2011, il est désormais Conseiller national depuis décembre 2011. Membre de la Commission de la politique de sécurité, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe depuis janvier 2016. Président de la délégation suisse en 2020 et 2021. Président de la commission des migrations en 2020 et 2021. Membre de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN. Membre de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

### Simon GEISSBÜHLER

*Ambassadeur, chef de la division Paix et droits de l'homme, ministère suisse des Affaires étrangères*



L'ambassadeur **Simon Geissbühler** est entré au service de la diplomatie suisse en 2000. En avril 2020, il prend ses fonctions au sein de sa mission actuelle en tant que chef de la division Sécurité humaine du Département fédéral suisse des Affaires étrangères. Auparavant, il a été chef de mission adjoint (DCM) de l'Ambassade de Suisse aux États-Unis (2017-2020). De 2013 à 2017, il a été chef adjoint de la division Amériques et chef de la section des intérêts étrangers (mandat de puissance protectrice pour les États-Unis en Iran) à la division Amériques du DFAE. Il a été DCM à l'Ambassade de Suisse en Pologne (2010-2013) et en Roumanie (2007-2010). Il a été le collaborateur diplomatique du chef du DFAE de 2004 à 2007. Auparavant, il a été collaborateur diplomatique pour l'Europe occidentale et septentrionale au DFAE (2002-2004). Il a

suivi une formation diplomatique de deux ans à l'Ambassade de Suisse à Mexico (2001-2002) et au Kosovo Desk de la Direction du développement et de la coopération à Berne (2000-2001).

En 2000, Simon Geissbühler a obtenu son doctorat en sciences sociales (Dr.rer.soc.) à l'Université de Berne.

Après avoir obtenu sa maîtrise (lic.phil.hist.) en histoire en 1997, il a travaillé en tant qu'assistant de recherche à l'Université de Berne. Il a été chercheur à l'Institut des sciences politiques de l'université de Berne (1997-2000). Il a étudié l'histoire et les sciences politiques à l'Université de Berne (1993-1994 ; 1995-1997) et à l'université de l'Arkansas à Little Rock (UALR) (1994-1995).

## **Stewart DICKSON**

*Porte-parole thématique du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux sur l'observation des élections  
Homme politique, membre de l'Assemblée d'Irlande du Nord*



**Stewart Dickson** est un homme politique à plein temps et membre de l'Assemblée d'Irlande du Nord, élu pour la première fois en 2011, puis réélu en 2017 et en 2022. Il a été membre d'un conseil local pendant plus de 30 ans.

Porte-parole thématique du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux sur l'observation des élections locales et régionales, M. Dickson est le premier Vice-Président de la Commission de suivi du Congrès ; il est également le chef de la délégation du Royaume-Uni au Congrès.

Au cours des dix dernières années, Stewart a participé à plus de 20 missions d'observation électorale du Congrès dans les États membres ou en a été le chef. En outre, il est Rapporteur spécial pour Mostar et a joué un rôle actif dans l'organisation d'élections récemment réussies dans la ville de Mostar. Il a également participé à une récente initiative d'assemblée citoyenne dans cette ville. Stewart Dickson est Vice-Président du Conseil des élections démocratiques, qui fait partie de la Commission de Venise.

## Irena HADZIABIĆ

*Membre de la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine  
Experte de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe*



**Irena Hadžiabdić** est actuellement membre de la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine (CEC BiH), mais elle a également été deux fois Présidente de la CEC BiH (2010-2011 et 2017 - 2018). Elle a passé les 26 dernières années dans le domaine de la gestion des élections, d'abord au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), puis en tant que directrice exécutive de l'IFES en Bosnie-Herzégovine (BiH) et également en tant que directrice exécutive de l'Association des fonctionnaires électoraux de BiH (AEOBiH). En 2007, elle a été nommée par l'Assemblée parlementaire de Bosnie-Herzégovine en tant que membre de la Commission électorale centrale de Bosnie-Herzégovine (CEC de Bosnie-Herzégovine) et elle remplit actuellement son deuxième mandat de 7 ans.

Entre juin 2011 et septembre 2012, le Dr Hadžiabdić a été Présidente de l'Association des fonctionnaires électoraux européens (ACEEEO) ; elle a représenté la CEC de BiH au sein du Bureau exécutif de l'ACEEEO et, jusqu'en octobre 2016, elle a également représenté la CEC de BiH au sein du Comité de surveillance et d'audit de l'Association des instances électorales mondiales (A-WEB). Elle est également membre du Conseil d'administration de l'IFES.

Mme Hadžiabdić est diplômée de la faculté de droit de Belgrade. Elle est titulaire d'une maîtrise en politique, droit et gestion de l'Union européenne de l'université Robert Gordon d'Aberdeen et d'un doctorat en sciences juridiques.

En 2013, elle a reçu un prix électoral international pour ses réalisations exceptionnelles dans le domaine de la gestion des élections. En mai 2019, elle a été nommée "personne de l'année" pour l'administration publique et en juin 2022, elle a reçu le prix Joe C. Baxter de l'IFES pour l'excellence dans l'administration des élections.

## Vassilis NTOUSAS

*Chef des opérations européennes, Alliance for Securing Democracy du German Marshall Fund*



**Vassilis Ntousas** est responsable des opérations européennes pour l' « Alliance for Securing Democracy » du German Marshall Fund (GMF). Ses recherches portent sur la politique étrangère européenne et l'engagement mondial de l'Union européenne.

Avant de rejoindre le GMF, il était conseiller principal en politique de relations internationales à la Fondation pour les études progressistes européennes à Bruxelles, où il a dirigé la recherche mondiale, le plaidoyer et le travail de rassemblement stratégique de la fondation. En 2019-2020, il a été boursier de l'Académie de la Fondation Stavros Niarchos à Chatham House, où il reste associé à l'Académie dans le cadre du programme Europe de l'institut. Il est l'auteur de plusieurs documents politiques et commente régulièrement les affaires mondiales pour des médias internationaux.

M. Ntousas est titulaire d'une maîtrise en relations internationales de la London School of Economics et d'une licence en relations internationales et politiques de l'université de Sheffield.

## SESSION 3/ PANEL 2 : Le suffrage après le silence des canons - préparer l'Ukraine aux élections d'après-guerre

### Nacho SÁNCHEZ AMOR

*Membre du Parlement européen (Espagne, S&D)*  
**PRESIDENT DE LA SESSION 3 PANEL 2**



**Nacho Sánchez Amor** est membre espagnol du Parlement européen (PE) depuis 2019.

Il est membre à part entière de la commission des Affaires étrangères et est l'actuel Rapporteur permanent pour la Türkiye ; il est également membre à part entière de la sous-commission des droits de l'homme, où il est coordinateur (porte-parole) de son groupe politique (Social&Democrats) et membre du groupe Démocratie et élections (DEG) du PE, en charge des activités d'observation des élections. Dans le cadre des attributions du DEG, il a été le principal responsable de l'organisation de la réunion de mise en œuvre de la Déclaration de principe de 2022 et des processus de réflexion interne sur l'observation des élections. Il possède une vaste expérience en matière de politique internationale, de droits de l'homme et d'observation électorale, ayant mené plus de 20 missions d'observation électorale, dont plusieurs en tant qu'observateur principal. Il a été secrétaire d'État (vice-ministre) à la politique territoriale (2018-2019) au sein du gouvernement espagnol. Il a été membre du Parlement national (2011-2018), où il a été membre de la délégation espagnole à l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ; membre du Parlement régional d'Estrémadure (2007-2011) et Vice-Président de la Junta de Extremadura (2004-2007), le gouvernement de sa région d'origine.

Diplômé en droit de l'université Complutense.

## Volodymyr VEHNER

*Directeur exécutif du Centre de l'Etat de droit Kiev-Mohyla, Kiev*



**Volodymyr Venher** est Professeur associé à l'Université nationale de Kiev et à l'Académie de Mohyla. Il est également directeur exécutif du Centre de recherche sur l'État de droit de Kiev-Mohyla. Il était Professeur invité à l'"École de droit ukrainien" (annuellement) à la Faculté de droit et d'administration de l'Université Jagiellonian (Cracovie, Pologne) (2014-2023) ; Professeur invité à l'Université Paris 2 Panthéon-Assas (Paris, République française) (2018) et chercheur invité au Brasenose College et à l'Institut de droit européen et comparé de l'Université d'Oxford (2022-2023).

Dr. Venher mène des recherches approfondies sur les fondements théoriques et la pratique de la mise en œuvre de l'État de droit et des normes en matière de droits de l'homme en Ukraine. Son activité de recherche vise à développer et à étayer les méthodes d'application des critères d'efficacité pour les autorités publiques, en particulier dans les domaines suivants : la fourniture de services publics, l'organisation et la conduite des élections et le contrôle judiciaire pour la protection des droits de l'homme. M. Venher travaille actuellement sur les questions constitutionnelles et juridiques liées à la mise en œuvre du principe de séparation des pouvoirs et à la limitation des pouvoirs discrétionnaires en tant que composantes de l'État de droit.

## Oleh DIDENKO

*Président de la Commission électorale centrale de l'Ukraine*



Diplômé en droit de l'Université nationale Yuri Fedkovych de Chernivtsi et titulaire d'une maîtrise en gestion de l'administration publique, **Oleh Didenko** a commencé sa carrière en tant que conseiller et assistant d'un député, puis en tant que conseiller juridique et premier Chef adjoint du département juridique du Comité

exécutif central du parti "Notre Ukraine". Avant de rejoindre la Commission électorale centrale en 2014, il dirigeait un cabinet d'avocats.  
En 2018, M. Didenko a effectué un stage international pour assurer l'efficacité des enquêtes sur les fraudes électorales et leur prévention (Centre européen de soutien électoral, Italie). En 2019, il a été nommé membre de la Commission électorale centrale ; le même jour, il a été élu Président de la Commission électorale centrale.

## **Olga AIVAZOVSKA**

*Présidente du GNDEM, Présidente du réseau civil OPORA, experte internationale en matière électorale*



**Olga Aivazovska** est Présidente du conseil d'administration du réseau civil de l'ONG OPORA et experte internationale dans le domaine de l'environnement, des questions électorales et de l'élaboration de projets de loi. Elle est cofondatrice du Centre international pour la victoire ukrainienne et du Centre de documentation sur les crimes de guerre (Varsovie).  
Mme Aivazovska a été directrice de missions d'observation nationales, non partisans en Ukraine, auxquelles ont participé plus de 25 000 militants entre 2010 et 2021, et a participé à l'observation électorale dans plus de dix pays d'Europe. Elle a représenté l'Ukraine dans le sous-groupe politique du groupe de contact trilatéral (Ukraine-Russie-OSCE), chargé de régler le conflit dans l'est de l'Ukraine (2016-2018), elle a dirigé le conseil d'administration du Global Network of Domestic Monitors (GNDEM). Le GNDEM, qui compte 251 organisations membres dans 89 pays et territoires, s'est efforcé de faciliter et d'améliorer le travail essentiel des observateurs électoraux citoyens dans le monde entier.

Mme Aivazovska a été incluse dans le top 100 des femmes les plus influentes d'Ukraine pour la période 2014-2021. (selon les éditions politiques du magazine *Focus* et du *Novoe Vremia*).

Olga Aivazovska est une Ancien élève du programme Draper Hills Summer Fellowship on Democracy and Development à l'Université de Stanford et l'école ukrainienne d'études politiques.

## Meaghan FITZGERALD

*Cheffe du département des élections, BIDDH*



**Meaghan Fitzgerald** est diplômée en Affaires internationales, en études russes et en droit.

Elle a commencé sa carrière au département d'État américain en Biélorussie et en Estonie en tant qu'analyste politique. Sa première expérience avec l'OSCE a eu lieu en 2002 en Biélorussie en tant que responsable de la dimension humaine, après quoi elle a passé deux ans au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Après ses études de droit, Meaghan a commencé à travailler dans le domaine de l'assistance électorale pour la Mission des Nations Unies au Soudan, où elle a été conseillère en relations extérieures pour les élections de 2010 et conseillère juridique/politique pour le référendum de 2011. De 2011 à 2019, elle a participé à des missions d'observation électorale en tant que directrice de mission, Cheffe de mission adjoint et Analyste juridique pour l'OSCE et le Centre Carter, où elle analysait la législation électorale pour « Democracy Reporting International » et donnait des cours sur l'observation. Meaghan a rejoint le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE en 2019 en tant que directrice de mission, elle est devenue Cheffe adjoint du département de démocratisation, puis Cheffe du département de démocratisation. En juin 2021, Meaghan est devenue la Cheffe du département des élections du BIDDH, gérant l'ensemble des activités du BIDDH en matière de support des élections et les efforts d'observation des élections du BIDDH.

## SESSION 4/ PANEL 1 :

### À la merci du numérique : protéger le vote dans la guerre numérique

#### **Þórhildur Sunna ÆVARSDOTTIR**

*Présidente de la sous-commission de l'APCE sur l'IA et les droits de l'homme*

*Femme politique islandaise du Parti Pirate, Avocate et journaliste spécialisée dans les droits humains*

**PRÉSIDENTE DE LA SESSION 4**



**Þórhildur Sunna ÆVARSDOTTIR** est une femme politique islandaise du parti Pirate. Elle est titulaire d'un diplôme de LLM de l'université d'Utrecht en droits de l'homme internationaux et en droit pénal. Après ses études, elle a effectué un stage à la Cour internationale de justice de La Haye, elle a fait du bénévolat juridique et a travaillé comme journaliste indépendante. En 2016, elle est élue à l'Althing (Parlement islandais) pour la circonscription du sud-ouest. La même année, Þórhildur devient présidente du Parti Pirate.

En 2017, elle a été élue porte-parole des Pirates.

Depuis 2017, Þórhildur représente l'Islande à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, où elle a occupé successivement des postes de haut niveau : Présidente de la délégation nationale (2017-2018), Vice-Présidente du groupe Socialistes, Démocrates et Verts (2018-2021), Présidente de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme (2018-2020) (et à ce titre membre de la Sous-commission des conflits concernant les Etats Membres du Conseil de l'Europe), Vice-Présidente de la Sous-commission sur l'Intelligence artificielle et les droits de l'homme (2021-2023), Rapporteuse générale sur la situation des défenseurs des droits humains de la commission des questions juridiques et des droits de l'homme (depuis 2022), et Vice-Présidente de la commission du règlement intérieur, immunités et Affaires institutionnelles (2022).

## Thomas SCHNEIDER

*Président du Comité du Conseil de l'Europe sur l'Intelligence artificielle (CAI)  
Chef des Affaires internationales, Office fédéral de la communication, Suisse*



**L'Ambassadeur Thomas Schneider** dirige la délégation suisse dans divers forums dans le domaine de la gouvernance numérique et de l'internet, y compris l'IA. Au cours des 20 dernières années, il a présidé plusieurs comités internationaux et co-initié plusieurs forums de dialogue aux niveaux national et international. Il préside actuellement le Comité du Conseil de l'Europe sur l'IA (CAI), chargé de négocier une convention contraignante sur l'IA. Il a été co-initiateur d'EuroDIG et est le Président de son association de soutien depuis 2012. Il est membre du bureau du Comité directeur sur les médias et la société de l'information du Conseil de l'Europe (il en a été le Président en 2018-19 et le Vice-Président en 2020-2021). Il a présidé plusieurs groupes d'experts du CDMSI. Il a également été membre du bureau du comité ad hoc du Conseil de l'Europe sur l'Intelligence artificielle en 2019-2021. De 2014 à 2017, il a présidé le comité consultatif gouvernemental de l'ICANN et, à ce titre, a négocié le compromis entre les gouvernements et les autres parties prenantes concernant la "transition de l'intendance de l'IANA", la plus grande réforme du système de l'ICANN. Il a été Vice-Président du Comité de la politique de l'économie numérique de l'OCDE (2020-2022). Il a été responsable de l'organisation de l'IGF des Nations unies (12<sup>th</sup>) à Genève en 2017 et a coprésidé le groupe consultatif multipartite de l'IGF en 2017. Il a participé aux réunions du groupe de haut niveau du Secrétaire Général de l'ONU sur la coopération numérique, en tant que conseiller personnel de la Présidente suisse Doris Leuthard (2018-2019). Il est également co-initiateur du Forum suisse sur la gouvernance de l'internet depuis 2013. Depuis 2003, il coordonne les activités suisses relatives au suivi du Sommet mondial sur la société de l'information de l'ONU.

## David ERAY

*Chef de la délégation suisse au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux  
Porte-parole thématique du Congrès sur la numérisation et l'Intelligence artificielle,  
Ministre de l'environnement du canton du Jura*



**David Eray** est membre du Parti chrétien-social indépendant, élu au Gouvernement jurassien en 2015 et à la tête du ministère de l'Environnement, qui comprend également les transports, l'énergie, les infrastructures

et l'informatique. Il est membre de la direction politique de l'Administration numérique suisse (Commission de gestion politique/Services publics numériques Suisse), observateur au Forum régional de l'Association européenne de libre-échange (AELE - EFTA), Président de la délégation suisse au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et Porte-parole du Congrès sur la numérisation et l'Intelligence artificielle. Ingénieur en microtechnique et titulaire d'un executive-MBA, David Eray a travaillé pendant 21 ans dans le secteur industriel en Suisse ainsi qu'aux Etats-Unis et en Inde avant de se lancer dans la politique.

## **Iuliia Spycher**

*Chercheuse en digitalisation de l'administration publique, Université de Berne*



**Iuliia Spycher** est chercheuse en digitalisation de l'administration publique à l'Université de Berne. Elle est titulaire d'un doctorat en administration publique, spécialisé dans la digitalisation du secteur public, obtenu au département Ragnar Nurkse d'innovation et de gouvernance de l'Université de technologie de Tallinn, en Estonie. Elle a consacré sa thèse de doctorat aux conséquences du vote électronique sur l'administration électorale. Iuliia a travaillé sur des cas d'introduction de technologies électorales dans les îles Åland (une région autonome de la Finlande), le Canada, l'Estonie et la Lituanie. Actuellement, elle travaille au « Kompetenzzentrum für Public Management » de l'Université de Berne sur un projet de recherche visant à étudier les meilleurs modèles pour la gouvernance publique de la digitalisation en Suisse, contribue à l'élaboration de normes de vote en ligne au Canada et à la révision du Manuel de l'OSCE/BIDDH sur l'observation des technologies de l'information et de la communication dans les élections.

Auparavant, elle a travaillé avec Election-Watch.EU et International IDEA sur les sujets liés à la tenue des élections en période de pandémie.

Dans ses temps libres, elle participe à des missions d'observation électorale.

## SESSION 4/ PANEL 2 : Exploiter le pouvoir de la technologie et de l'innovation - repenser les procédures électorales

### Therese PEARCE-LAANELA

*Responsable des processus électoraux, International IDEA*



**Therese Pearce Laanela** est Cheffe de programme - Processus électoraux, à International IDEA, une organisation intergouvernementale qui se consacre au soutien de la démocratie dans le monde. Forte de trente ans d'expérience dans le domaine des élections et de l'assistance électorale, elle se concentre actuellement sur le développement de ressources de connaissances de pointe pour soutenir une communauté mondiale de praticiens électoraux. Dans le cadre d'affiliations antérieures avec le Centre Carter, les Nations unies, l'IFES, l'OSCE, le ministère australien des Affaires étrangères et l'Union européenne, elle a été Cheffe de projet ou experte principale dans des missions internationales d'observation électorale, des missions d'assistance électorale, des projets de renforcement des capacités et des conférences en Afrique, en Europe et dans la région Asie-Pacifique. Sa maîtrise portait sur les liens entre le financement politique, la corruption et les systèmes électoraux au Japon ; ses études doctorales à l'Université nationale australienne portent sur la confiance dans les institutions électoraux.

### Olivier KASK

*Président de la Commission électorale centrale d'Estonie*



**Oliver Kask** est un juge estonien, Président de la Commission électorale nationale (depuis 2019), et un expert des droits de vote en Europe. Ses recherches portent sur le droit constitutionnel et plus particulièrement sur le droit électoral, les droits de l'homme et le droit administratif. Il est également co-auteur et co-éditeur de la Constitution estonienne.

En 2017-2022, M. Kask a été membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne et, entre 2010-2016, juge ad hoc à la Cour européenne des droits de l'homme. Au cours de sa carrière antérieure, il a été conférencier et Chef du département de droit public du ministère estonien de la justice.

M. Kask est un membre de longue date de la Commission de Venise du Conseil de l'Europe, dont il a été membre titulaire de 2005 à 2021 et membre suppléant depuis 2021. Parallèlement, entre 2006-2022, il a été membre du Conseil des élections démocratiques de la Commission de Venise, qu'il a présidé en 2017-2022.

## **Giorgi KALANDARISHVILI**

*Président de la Commission électorale centrale de Géorgie*



**Giorgi Kalandarishvili** dirige la Commission électorale centrale (CEC) de Géorgie depuis le 3 août 2021, où il travaille depuis 2008. Du 9 septembre 2019 au 25 mai 2021, il a été Chef du département de la gestion des ressources humaines, et du 25 mai jusqu'à son élection à la présidence, il a dirigé le département de gestion des ressources humaines et de la sécurité du personnel de la CEC. En outre, M. Kalandarishvili était le Président du Conseil pour l'égalité des sexes de l'Administration électorale (EA) ainsi que le responsable de la qualité de la CEC conformément aux exigences de la norme internationale ISO 9001 : 2015.

En 2012-2019, il a été Chef de la division de la maintenance juridique et, auparavant (2008-2012), Chef du département des relations publiques et de la presse.

Avant de rejoindre la CEC, M. Kalandarishvili a occupé différents postes, notamment au sein de JSC "Energy Invest" et de l'Administration du représentant de l'État/gouverneur d'Imereti.

Giorgi Kalandarishvili a fait ses études à l'Université d'État Akaki Tsereteli de Kutaisi et à l'Université Ioane Petritsi. Il a participé à de nombreux cours internationaux, notamment en Estonie, en Pologne, en Israël, en Inde et en Suède. Il a acquis une formation dans les domaines électoral, juridique, égalité des sexes, technologies électorales, cyberhygiène, efficacité de l'administration publique, relations publiques et médias, protection des données personnelles, etc.

Giorgi Kalandarishvili possède également de nombreuses années d'expérience dans la participation à des missions d'observation électorale dans différents pays. Il a participé à des missions d'observation à court et à long terme en tant qu'observateur international. En outre, M. Kalandarishvili a suivi la formation de l'OSCE/BIDDH pour les observateurs à long terme en Bosnie-Herzégovine et est titulaire d'un certificat approprié.

## Barbara PERRIARD

*Cheffe de la section des droits politiques, Chancellerie fédérale de Suisse*



**Barbara Perriard** est une avocate suisse qui a été nommée Cheffe de la section des droits politiques à la Chancellerie fédérale en 2010. Avec son équipe, Barbara supervise les votations populaires et les élections générales au niveau fédéral. Sa section est également en charge des initiatives populaires et des référendums volontaires, de la législation sur les droits politiques et du projet "Vote électronique" (e-voting et e-collecting).

Auparavant, Barbara Perriard a été conseillère scientifique à l'Office fédéral des réfugiés, puis au ministère de la défense, avant de devenir responsable de la communication du parti libéral et Secrétaire Générale de la section libérale-féminine. Elle a également été active dans le secteur privé en tant que responsable des relations publiques et membre du conseil d'administration d'une agence de communication.